CENTRE DE GESTION
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

PROCES-VERBAL
CONSEIL D'ADMINISTRATIONSEANCE
DU 6 JUILLET 2026

DCA-20260706

L'an deux mille vingt-six, le lundi 6 juillet à 14 h 00, le conseil d'administration dûment convoqué s'est réuni dans les locaux du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, sous la présidence de Madame Jeanne COUTIERE, Maire de Maillères.

Etaient présents :

Représentants des communes affiliées :

Jeanne COUTIÈRE, Maire de Maillères, Présidente
Pierre LASTERRA, Maire de Escource, 4ème Vice-président
Patricia CASSAGNE, Maire de Lüe, 3ème Vice-présidente
Joël BONNET, Maire de Saint-Pierre-du-Mont, 2ème Vice-président
Jean-Jacques LEBLOND, Maire de Uza
Gilles COUTURE, Maire de Geaune
Jean-Marc LARRE, Maire de BIAUDOS, 1er Vice-président
Marie-Claire DUPRAT, Adjointe au Maire de Saint-Sever
Fabienne LABY-FAUTHOUX, Maire de Poyanne

Représentants des établissements publics affiliés :

Christian LAJUS, Conseiller Communautaire délégué à la Communauté de Commune Maremne Adour Côte Sud
Florence BERGEZ, Présidente de la Communauté de Communes Coteaux et Vallée des Luys

Collège des collectivités non affiliées adhérant au socle commun :

Corinne CAPDEVILLE, Conseillère municipale, Ville de Mont de Marsan

Etaient absents excusés :

Représentants des communes affiliées :

Bérengère SABOURAULT, Maire de Narrosse,
Stéphanie CHESSOUX, Maire de Labenne,
Catherine RABA, Maire de Saint-Paul-les-Dax,

Collège des collectivités non affiliées adhérant au socle commun :

Alain BACHÉ, Vice-Président du CCAS Mont de Marsan
Marylène HENAULT, Administratrice CCAS Dax
Julien PARIS, Conseiller départemental

Etaient absents suppléés :

Représentants des communes affiliées :

Cédric LARRIEU, Conseiller municipal de Capbreton, représenté par Jean-Pierre BRETHOUS

Membres ayant donné pouvoir :

Représentants des communes affiliées :

Louis GALDOS, Maire de Capbreton, donne pouvoir à Jeanne COUTIERE
Marie-Françoise NADAU, Maire de Parentis-en-Born, donne pouvoir à Patricia CASSAGNE
Frédéric POMAREZ, Maire de Mimizan, donne pouvoir à Pierre LASTERRA
Anne-Marie LAILHEUGUE, Maire de Maylis, donne pouvoir à Jean-Jacques LEBLOND
Serge SORE, Maire de Luxey, donne pouvoir à Jean-Marc LARRE
Jérémy MARTI, Maire de Aire-sur-l'Adour, donne pouvoir à Gilles COUTURE

Représentants des établissements publics affiliés :

Véronique LANUQUE, Vice-Présidente de la Communauté de Communes Terres de Chalosse, donne pouvoir à Fabienne LABY-FAUTHOUX

Collège des collectivités non affiliées adhérant au socle commun :

Julien DUBOIS, Maire de Dax, donne pouvoir à Joël BONNET.
Henri BEDAT, Conseiller départemental, donne pouvoir à Christian LAJUS

Assistait également à la réunion :

Yvan SAVARY, Directeur Général des Services,
Raphaël BRETON, Directeur Général Adjoint,

La séance est ouverte à 14 h 00.

Monsieur Joël BONNET a été désigné secrétaire de séance,

Le procès-verbal de la séance en date du 07 avril 2026 est adopté à l'unanimité.

DCA-20260706-01

Objet : Election de la présidente.

Nomenclature Actes :
5.1.9 - AUTRES

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente rappelle que le renouvellement des membres du conseil d'administration du centre de gestion doit intervenir dans les quatre mois qui suivent le renouvellement des conseils municipaux. Les dernières élections municipales se sont tenues les 15 et 22 mars 2026.

Après avoir rappelé les résultats des élections des membres du conseil d'administration, Madame la Présidente propose aux membres d'élire le/la Président(e) du centre de gestion.
Le doyen d'âge, Monsieur Jean-Jacques LEBLOND, est appelé à la présidence de la séance.

Monsieur Jean-Jacques LEBLOND rappelle que les conditions de déroulement de cette élection est fait :
- Conformément à l'article 21 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 précisant que le président est élu parmi les membres titulaires du conseil d'administration représentant les collectivités et les établissements publics affiliés au Centre de gestion;
Le vote est effectué à bulletins secrets, au scrutin majoritaire à deux tours.

Monsieur Jean-Jacques LEBLOND (le président de la séance) fait appel à candidature au poste de président du Centre de gestion.

Madame Jeanne COUTIERE, Maire de Maillères, fait acte de candidature.

Le président de séance fait procéder au vote à bulletin secret et désigne : Madame Forence BERGEZ et Monsieur Pierre LASTERRA en qualité d'assesseurs pour le dépouillement.

Après dépouillement, les résultats obtenus sont les suivants :

Madame Jeanne COUTIERE obtient : 19 voix

Bulletins blancs : 03 voix

Après exposé du Président de la séance,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Après vote à bulletin secret,
Par 19 votes pour et par 3 votes en blanc,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale et notamment son article 21 ;

Considérant que Mme Jeanne COUTIERE a obtenu la majorité des voix exprimées au 1er tour par 19 voix pour et par 3 voix en blanc (majorité absolue au 1er tour, majorité relative au 2nd tour, 3ème tour si égalité).

Elit Madame Jeanne COUTIERE, en tant que Présidente du Centre de gestion des Landes.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-02

Objet : Détermination du nombre et élection des vice-présidents.

Nomenclature Actes :
5.2.8 - Autres établissements publics

Note de synthèse et délibération :

La Présidente rappelle qu'aux termes de l'article 21 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 :

- le conseil d'administration compte entre deux et quatre vice-présidents.
- Ce nombre est fixé par le conseil d'administration.
- Doit également être fixé l'ordre des vice-présidents appelés à assurer la suppléance du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

- Les vice-présidents sont élus parmi les membres titulaires du conseil d'administration représentant les collectivités et les établissements publics affiliés au Centre de gestion.

- Le président et les vice-présidents sont élus à bulletins secrets à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour et à la majorité relative au deuxième tour ; en cas d'égalité des voix au deuxième tour, il est procédé à un troisième tour ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

La Présidente propose que le nombre de vice-présidents soit fixé à 4.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide de fixer à 4 le nombre de vice-présidents du Centre de gestion.

La Présidente propose ensuite au conseil d'administration de désigner Madame Florence BERGEZ et Monsieur Pierre LASTERRA en qualité d'assesseurs et de procéder à l'élection des vice-présidents, en indiquant, conformément à la réglementation, l'ordre dans lequel chacun d'entre eux sera appelé à assurer la suppléance du président en cas d'absence ou d'empêchement.

La Présidente propose dans l'ordre qui suit les candidatures suivantes : M. Jean-Marc Larre, M. Joël Bonnet, Mme Patricia Cassagne, M. Pierre Lasterra.

pour le poste de 1er Vice-président, la candidature de Monsieur Jean-Marc LARRE ;
pour le poste de 2ème Vice-président, la candidature de Monsieur Joël BONNET ;
pour le poste de 3ème Vice-président, la candidature de Madame Patricia CASSAGNE,
pour le poste de 4ème Vice-président, la candidature de Monsieur Pierre LASTERRA.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Après vote à bulletin secret

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Elit :

pour le poste de 1er Vice-président : M. Jean-Marc LARRE. Aucune autre candidature n'étant présentée, il est procédé au vote, dont les résultats sont les suivants :
Pour : 19 voix
Blanc : 03 voix

pour le poste de 2e Vice-président : M. Joël BONNET. Aucune autre candidature n'étant présentée, il est procédé au vote, dont les résultats sont les suivants :
Pour : 17 voix
Blanc : 05 voix

pour le poste de 3e Vice-président : Mme Patrica CASSAGNE. Aucune autre candidature n'étant présentée, il est procédé au vote, dont les résultats sont les suivants :
Pour : 19 voix
Blanc : 03 voix

pour le poste de 4e Vice-président : M. Pierre LASTERRA. Aucune autre candidature n'étant présentée, il est procédé au vote, dont les résultats sont les suivants :
Pour : 19 voix
Blanc : 03 voix

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-03

Objet : Détermination du nombre et désignation des membres du bureau.

Nomenclature Actes :
5.2.8 - Autres établissements publics

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente expose que le conseil d'administration doit fixer la composition du bureau conformément à l'article 22 du décret n°85-643 du 26 juin 1985.

Elle précise que, selon la réglementation, les attributions du bureau sont limitées à la fixation de l'ordre du jour des séances du conseil et que le président ne peut donner délégation qu'à des membres du bureau.

Madame la Présidente propose au conseil d'administration de fixer la composition du bureau ainsi :

le président
les 4 vice-présidents

Après exposé de Madame la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Par 20 voix pour et 2 abstentions (M. Gilles COUTURE et Mme Marie-Claire DUPRAT),

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide de fixer la composition du bureau telle que proposée.

Elit :

- Madame Jeanne COUTIERE, Présidente,
- Monsieur Jean-Marc LARRE, 1er Vice-Président,
- Monsieur Joël BONNET, 2ème Vice-Président,
- Madame Patricia CASSAGNE, 3ème Vice-Présidente,
- Monsieur Pierre LASTERRA, 4ème Vice-Président,

comme membres du bureau.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-04

Objet : Indemnités de fonction de la présidente et des vice-présidents.

Nomenclature Actes :
5.6.1 - Indemnités aux élus

Note de synthèse et délibération :

La présidente et les vice-présidents peuvent percevoir des indemnités de fonction dans les conditions et limites fixées par l'arrêté ministériel du 28 septembre 2001.

Le taux maximal des indemnités est calculé en fonction de l'effectif des personnels des collectivités territoriales et des services publics locaux du département résultant de l'enquête annuelle publiée par l'INSEE.

Selon les derniers éléments publiés par l'INSEE, l'effectif total des personnels territoriaux employés dans les collectivités et établissements publics du département, constaté au 31 décembre 2023, atteint 16 566 agents.

Pour cette strate, le taux maximum des indemnités est égal à :

- Pour la présidente : 60 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Pour les vice-présidents : 30 % de l'indemnité maximale prévue pour la présidente

Il est proposé d'arrêter ces indemnités comme suit :

- Pour la présidente : 60 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Pour les vice-présidents : 30 % de l'indemnité maximale prévue pour la présidente

Il est rappelé que les vice-présidents recevront une délégation de fonctions de la présidente.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la Fonction publique,

Vu l'arrêté du 28 septembre 2001 relatif aux indemnités de fonctions des présidents et des vice-présidents des centres de gestion de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des effectifs de la Fonction publique territoriale des Landes au 31 décembre 2023 paru le 29 août 2025 dans le Système d'information sur les agents des services publics de l'INSEE,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Vu la délibération n° 20260706_02 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection des 4 Vice-Présidents du Centre de gestion,

Considérant que l'assemblée délibérante est tenue de fixer les montants des indemnités de fonction de la présidente et des vice-présidents dans la limite du cadre réglementaire existant,

Considérant que ces indemnités varient selon la strate des agents territoriaux du ressort du Centre de gestion,

Considérant que ces indemnités de fonction sont considérées comme des dépenses obligatoires du Centre de gestion,

Décide d'attribuer à la présidente et aux vice-présidents les indemnités de fonction dans les conditions et limites fixées par l'arrêté ministériel du 28 septembre 2001, à savoir :

- Pour la présidente : 60 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Pour les vice-présidents : 30 % de l'indemnité maximale prévue pour la présidente

Indique que les vice-présidents recevront une délégation de fonctions de la Présidente,

Précise que les crédits sont inscrits et prévus au budget 2026 et suivant,

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-05

Objet : Frais de déplacement des membres du conseil d'administration.

Nomenclature Actes :
5.6.3 - Frais de déplacements

Note de synthèse et délibération :

Les frais de déplacement et de séjour supportés par les membres du conseil d'administration à l'occasion des réunions du conseil d'administration, du bureau ou de tout organisme dont ils font partie sont remboursés dans les conditions prévues dans le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001.

Il est proposé au conseil d'administration d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement des membres du conseil d'administration, dans les conditions précitées.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 32, ;
Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article L. 4 du Code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
Vu l'arrêté ministériel en vigueur fixant les taux des indemnités kilométriques
Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont amenés à se déplacer dans le cadre :
- des réunions du Conseil d'administration ;
- des réunions du Bureau ;
- des commissions, groupes de travail et organismes dans lesquels ils siègent ès qualités au titre du Centre de gestion ;

Considérant qu'il appartient au Conseil d'administration de fixer les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés à cette occasion ;

Décide d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement des membres du conseil d'administration dans le cadre de l'exercice de leur mandat, dans les conditions prévues par le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001.

Liste les motifs de déplacements ouvrant droit à ce remboursement :

- les séances du Conseil d'administration ;
- les réunions du Bureau ;
- les commissions et groupes de travail institués par le Centre de gestion ;
- les réunions d'organismes extérieurs dans lesquels les élus représentent le Centre de gestion;
- toute mission expressément autorisée par la Présidente du Centre de gestion.

Précise ci-après les modalités de remboursement possibles :

Frais kilométriques.
L'utilisation du véhicule personnel ouvre droit au remboursement d'indemnités kilométriques selon les taux réglementaires en vigueur applicables à la fonction publique. Le remboursement est calculé sur la base :

- trajet le plus court entre la résidence administrative ou personnelle et le lieu de mission
- du nombre de kilomètres réellement parcourus.
- du Les frais de péage et de stationnement peuvent être remboursés sur présentation des justificatifs

Transport collectif.
Les déplacements effectués en train, avion ou tout autre moyen de transport collectif sont remboursés sur présentation des justificatifs et sur la base du tarif économique

Frais de repas et d'hébergement.
Les frais de repas et d'hébergement engagés à l'occasion d'un déplacement peuvent être remboursés dans les limites des taux réglementaires en vigueur applicables aux personnels territoriaux, sur présentation des justificatifs correspondants

Pièces justificatives
Toute demande de remboursement devra être accompagnée :

- d'un état de frais signé ;
- des convocations ou justificatifs de présence ;
- des justificatifs de dépenses engagées (cartes grises, abonnement transport, tickets de stationnement ou de péage, ...) ;
- relevé d'identité bancaire.

Précise que les crédits sont inscrits et prévus au budget 2026 et suivant,

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Monsieur Gilles COUTURE :
Antérieurement les membres du bureau n'avaient pas le droit aux frais de déplacements.

Monsieur Yvan SAVARY :
La règlementation nous impose d'indemniser aujourd'hui tout élu pour toute représentation au sein des différentes instances du CDG.

DCA-20260706-06

Objet : Adoption du règlement intérieur du conseil d'administration.

Nomenclature Actes :
5.2.8 - Autres établissements publics

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente précise qu'en vertu de l'article 27 du décret n°85-643 du 26 juin 1985, il appartient au conseil d'administration d'arrêter son règlement intérieur.

Madame la Présidente donne lecture du projet de règlement intérieur du conseil d'administration du Centre de gestion, en indiquant que celui-ci a été rédigé conformément aux règlements intérieurs des autres centres de gestion.

Après exposé de Madame la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide d'adopter le règlement intérieur du conseil d'administration du Centre de gestion tel que présenté en séance.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-07

Objet : Délégations d'attributions du conseil d'administration à la Présidente.

Nomenclature Actes :
5.4.6 - AUTRES

Note de synthèse et délibération :

Conformément à l'article 28 du décret n°85-643 du 26 juin 1985, Madame la Présidente peut recevoir délégation du conseil d'administration pour prendre toute décision concernant tout ou partie des affaires énumérées au 3 e alinéa de l'article 27 du décret du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion.

Il est proposé au conseil d'administration de donner délégation à Madame la Présidente dans les matières suivantes :

- Emprunts, dans la limite des crédits inscrits au budget avec un plafond de 300 000€ ;
- Acquisitions, échanges et aliénations de biens immobiliers avec un plafond de 300 000€ ;
- Prises et cessions de bail supérieur à trois ans ;
- Marchés de travaux, de fournitures et de services, dans la limite des marchés non-soumis à une procédure formalisée exigeant la consultation préalable de la CAO ou d'un jury ;
- Acceptation ou refus des dons et legs ;
- Fixation des effectifs du Centre de gestion ;
- Conventionnement avec des collectivités non affiliées et d'autres centres de gestion pour l'organisation de concours et examens professionnels en application de l'article L. 452-46 du code général de la fonction publique ;
- L'aliénation et cession de biens mobiliers d'une valeur égale ou inférieure à 4600 euros en application de l'article L. 2122-22 10ème du Code général des collectivités territoriales ;
- Conventionnement de mise à disposition, gratuite ou payante, de salles, bureaux ou autres lieux spécifiques permettant aux agents du Centre de gestion d'effectuer leurs missions dans les collectivités concernées.

Après exposé de Madame la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide de donner délégation à Madame la Présidente dans les matières suivantes :

- Emprunts, dans la limite des crédits inscrits au budget avec un plafond de 300 000€ ;
- Acquisitions, échanges et aliénations de biens immobiliers avec un plafond de 300 000€ ;
- Prises et cessions de bail supérieur à trois ans ;
- Marchés de travaux, de fournitures et de services, dans la limite des marchés non-soumis à une procédure formalisée exigeant la consultation préalable de la CAO ou d'un jury ;
- Acceptation ou refus des dons et legs ;
- Fixation des effectifs du Centre de gestion ;
- Conventionnement avec des collectivités non affiliées et d'autres centres de gestion pour l'organisation de concours et examens professionnels en application de l'article L. 452-46 du code général de la fonction publique ;
- L'aliénation et cession de biens mobiliers d'une valeur égale ou inférieure à 4600 euros en application de l'article L. 2122-22 10ème du Code général des collectivités territoriales ;
- Conventionnement de mise à disposition, gratuite ou payante, de salles, bureaux ou autres lieux spécifiques permettant aux agents du Centre de gestion d'effectuer leurs missions dans les collectivités concernées.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706_08

Objet : Désignation des représentants des collectivités territoriales au sein des commissions administratives paritaires.

Nomenclature Actes :
5.3.4 - autres

Note de synthèse et délibération :

La commission administrative paritaire (CAP) est une instance consultative, composée en nombre égal de représentants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics d'une part, et de représentants des fonctionnaires d'autre part.

Les collectivités et établissements publics affiliés, comptant moins de 350 fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, relèvent des CAP placées auprès du Centre de gestion.
Il existe une CAP pour chaque catégorie de fonctionnaires (A, B et C). Elle n'est pas compétente pour les agents contractuels.
Les CAP ont pour rôle de donner leur avis ou d'émettre des propositions, avant que l'autorité territoriale ne prenne sa décision, sur des questions d'ordre individuel liées à la situation et à la carrière des fonctionnaires.

Les CAP connaissent des questions d'ordre individuel en matière de procédure disciplinaire. Elles sont obligatoirement saisies, sauf pour les sanctions les plus légères, et se réunissent alors sous la forme du conseil de discipline.

Pour les CAP placées auprès d'un CDG, les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics sont désignés pour 6 ans, par les membres du conseil d'administration, parmi les élus des collectivités et établissements affiliés qui n'assurent pas eux-mêmes le fonctionnement d'une CAP.
Les représentants des personnels ont quant à eux été élus lors des élections professionnelles du 8 décembre 2022, pour 4 ans. Leur désignation va très prochainement être renouvelée lors des élections professionnelles dont les scrutins se dérouleront par voie électronique du 3 au 10 décembre prochain.

Dans le cadre de ces élections de décembre 2026, sur la base des effectifs décomptés au 1er janvier 2026 (date de référence pour l'organisation des élections) et conformément au code général de la fonction publique, il a été fixé, par arrêté AR-20260602-009 en date du 2 juin 2026, le nombre de représentants de chacun des collèges, ainsi qu'il suit :

- Catégorie A : 6 représentants titulaires et 6 représentants suppléants pour chaque collège,
- Catégorie B : 8 représentants titulaires et 8 représentants suppléants pour chaque collège,

- Catégorie C : 8 représentants titulaires et 8 représentants suppléants pour chaque collège,

Ainsi, il est proposé de désigner au sein des CAP des 3 catégories la composition des représentants du collège des élus telle qu'établie en annexe 1

Monsieur Gilles COUTURE :
Je me retire en tant que membre titulaire de la catégorie B et C

Madame La Présidente :
Qui souhaite remplacer Monsieur Gilles COUTURE ?
Madame Marie-Claire DUPRAT est candidate.

Après exposé de Madame La Présidente
Après en avoir délibéré,

Le conseil d'administration,
A l'unanimité,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique,

Vu l'arrêté ministériel du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu l'arrêté AR-20260602-009 en date du 2 juin 2026 fixant la liste des effectifs et la répartition genrée pour les élections aux CAP, à la CCP et au CST rattachés au CDG de la FPT des Landes et actant de la composition de ces instances paritaires,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide de désigner comme représentant du collège des élus, titulaires et suppléants au sein des trois catégories des CAP, les membres figurant dans le tableau en annexe ;

Autorise Madame la Présidente ou son représentant, à signer toute pièce ou document relatif à l'exécution de la présente délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Annexe 1

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE – CATEGORIE A — ANNEXE 1

Représentants des collectivités et établissements :

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
Mme COUTIERE Jeanne	Maire de Maillères	Mme LACOUTURE Roselyne	Conseillère municipale Bas-Mauco
M LARRE Jean Marc	Maire de Biaudos	Mme COMET Karine	Maire de Saint Aubin
M BONNET Joël	Maire de Saint Pierre du Mont	Mme LAURON FITON Sylvie	Maire de Vielle Soubiran
Mme CASSAGNE Patricia	Maire de Lüe	Mme RABA Catherine	Maire de Saint Paul les Dax
M LASTERRA Pierre	Maire de Escource	Mme FOURNADET Marie Christine	Adjointe au maire de Castelnau Chalosse
M LARRIEU Cédric	Conseiller municipal de Capbreton	M PAULIAT Didier	Maire de Sainte Foy

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE – CATEGORIE B

Représentants des collectivités et établissements :

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
Mme COUTIERE Jeanne	Maire de Maillères	Mme LACOUTURE Roselyne	Conseillère municipale Bas-Mauco
M LARRE Jean Marc	Maire de Biaudos	Mme COMET Karine	Maire de Saint Aubin
M BONNET Joël	Maire de Saint Pierre du Mont	Mme LAURON FITON Sylvie	Maire de Vielle Soubiran
Mme CASSAGNE Patricia	Maire de Lüe	Mme RABA Catherine	Maire de Saint Paul les Dax
M LASTERRA Pierre	Maire de Escource	Mme FOURNADET Marie Christine	Adjointe au maire de Castelnau Chalosse
M LARRIEU Cédric	Conseiller municipal de Capbreton	M PAULIAT Didier	Maire de Sainte Foy
Mme Marie-Claire DUPRAT	Adjointe au Maire de Saint-Sever	M JAMET Philippe	Maire de Pontonx sur l'Adour
Mme MILTON Catherine	Maire de Villeneuve de Marsan	M LAUSSUCQ Paul	Maire de Bretagne de Marsan

Représentants des collectivités et établissements :

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE – CATEGORIE C

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
Mme COUTIERE Jeanne	Maire de Maillères	Mme LACOUTURE Roselyne	Conseillère municipale Bas-Mauco
M LARRE Jean Marc	Maire de Biaudos	Mme COMET Karine	Maire de Saint Aubin
M BONNET Joël	Maire de Saint Pierre du Mont	Mme LAURON FITON Sylvie	Maire de Vielle Soubiran
Mme CASSAGNE Patricia	Maire de Lüe	Mme RABA Catherine	Maire de Saint Paul les Dax
M LASTERRA Pierre	Maire de Escource	Mme FOURNADET Marie Christine	Adjointe au maire de Castelnau Chalosse
M LARRIEU Cédric	Conseiller municipal de Capbreton	M PAULIAT Didier	Maire de Sainte Foy
Mme Marie-Claire DUPRAT	Adjointe au Maire de Saint-Sever	M JAMET Philippe	Maire de Pontonx sur l'Adour
Mme MILTON Catherine	Maire de Villeneuve de Marsan	M LAUSSUCQ Paul	Maire de Bretagne de Marsan

DCA-20260706_09

Objet : Désignation des représentants des collectivités territoriales au sein de la commission consultative paritaire.

Nomenclature Actes :
5.3.4 - autres

Note de synthèse et délibération :

La commission consultative paritaire (CCP) est une instance commune aux trois catégories hiérarchiques A, B et C. Cette instance est compétente pour donner un avis ou émettre des propositions sur des décisions individuelles prises à l'égard des agents contractuels de droit public et sur toute question d'ordre individuel concernant leur situation professionnelle.
La CCP connaît des questions d'ordre individuel en matière de procédure disciplinaire. Elle est obligatoirement saisie en cas d'exclusion temporaire de fonction et de licenciement pour motif disciplinaire et se réunit alors sous la forme du conseil de discipline.

Les communes et établissements publics affiliés, comptant moins de 350 agents, relèvent de la CCP placée auprès du Centre de gestion.

La CCP comprend en nombre égal, des représentants des collectivités et établissements publics et des représentants des personnels :

- Les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics sont désignés par les membres du conseil d'administration du Centre de gestion parmi les élus des collectivités et établissements affiliés qui n'assurent pas eux-mêmes le fonctionnement d'une CCP. Les représentants des collectivités et établissements publics sont désignés par délibération du conseil d'administration du CDG. La présidence des CCP est assurée par le Président du Centre de gestion ;

- Les représentants des personnels sont élus lors des élections professionnelles.

Dans le cadre de ces élections dont le scrutin aura lieu par voie électronique du 3 au 10 décembre prochain, le nombre de représentants de chacun des collèges a été fixé sur la base des effectifs d'agents contractuels de droit public tels que décomptés à la date du 1er janvier 2026.

Selon les effectifs relevés à cette date, la composition de la CCP est la suivante :
8 représentants titulaires et 8 représentants suppléants pour chaque collège

Aussi il convient de procéder à la désignation des représentants titulaires et suppléants du collège des élus, conformément au tableau annexé.

Monsieur Gilles COUTURE.
Je me retire en tant que membre titulaire de cette commission.

Madame La Présidente :
Qui souhaite remplacer Monsieur Gilles COUTURE ?
Madame Marie-Claire DUPRAT est candidate.

Après exposé de Madame La Présidente
Après en avoir délibéré,

Le conseil d'administration,
A l'unanimité,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique,

Vu l'arrêté ministériel du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Vu l'arrêté AR-20260602-009 en date du 2 juin 2026 fixant la liste des effectifs et la répartition genrée pour les élections aux CAP, à la CCP et au CST rattachés au CDG de la FPT des Landes et actant de la composition de ces instances paritaires
Décide de désigner comme représentant du collège des élus, titulaires et suppléants au sein de la commission consultative paritaire, les membres figurant dans le tableau en annexe ;
Autorise Madame la Présidente ou son représentant, à signer toute pièce ou document relatif à l'exécution de la présente délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Annexe

COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE

Représentants des collectivités et établissements :

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
Mme COUTIERE Jeanne	Maire de Maillères	Mme LACOUTURE Roselyne	Conseillère municipale Bas-Mauco
M LARRE Jean Marc	Maire de Biaudos	Mme COMET Karine	Maire de Saint Aubin
M BONNET Joël	Maire de Saint Pierre du Mont	Mme LAURON FITON Sylvie	Maire de Vielle Soubiran
Mme CASSAGNE Patricia	Maire de Lüe	Mme RABA Catherine	Maire de Saint Paul les Dax
M LASTERRA Pierre	Maire de Escource	Mme FOURNADET Marie Christine	Adjointe au maire de Castelnau Chalosse
M LARRIEU Cédric	Conseiller municipal de Capbreton	M PAULIAT Didier	Maire de Sainte Foy
Mme Marie-Claire DUPRAT	Adjointe au Maire de Saint-Sever	M JAMET Philippe	Maire de Pontonx sur l'Adour
Mme MILTON Catherine	Maire de Villeneuve de Marsan	M LAUSSUCQ Paul	Maire de Bretagne de Marsan

DCA-20260706-10

Objet : Désignation des représentants de l'administration au conseil médical.

Nomenclature Actes :
5.3.4 - autres

Note de synthèse et délibération :

Le conseil médical est une instance consultative que les administrations territoriales doivent obligatoirement saisir avant de prendre des décisions relatives à la situation administrative des agents en cas de maladie.
Il statue sur toutes les questions liées à l'invalidité des fonctionnaires relevant de la CNRACL (Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) ainsi que sur l'imputabilité au service des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ce conseil, existant dans chaque département et dont la composition est déterminée par arrêté préfectoral, est composé de deux formations distinctes : la plénière et la restreinte.
La formation restreinte est compétente sur des motifs liés aux congés pour raison de santé et l'aptitude ou l'inaptitude physique à l'exercice des fonctions de l'agent (ex : congé longue maladie, congé longue durée, reclassement professionnel...). Elle est composée exclusivement de médecins.
La formation plénière statue quant à elle sur les accidents de service, de trajet, les maladies professionnelles et l'invalidité.
Elle est composée de médecins, mais aussi de représentants de la collectivité et de représentants du personnel.

Cette composition du conseil médical en formation plénière est fixée par l'article 7 du décret n° 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la fonction publique territoriale ainsi qu'il suit :
- 3 médecins titulaires
- 2 représentants de la collectivité ou de l'établissement public
- 2 représentants du personnel.

Chaque titulaire a deux suppléants désignés dans les conditions prévues par l'article 8 de ce décret : pour les collectivités et établissements affiliés au centre de gestion, les membres sont désignés parmi l'ensemble des élus relevant des collectivités affiliées au centre de gestion par un vote des représentants de ces collectivités au conseil d'administration du centre de gestion.

Suite à l'installation du nouveau conseil d'administration du centre de gestion, issu des élections du 22 au 25 juin 2026, il convient de désigner les représentants de l'administration au conseil médical compétent à l'égard des agents relevant des collectivités et établissements affiliés au centre de gestion.

Le conseil d'administration doit désigner dans les conditions précitées :
- 2 représentants titulaires
- 4 représentants suppléants

Il est proposé au conseil d'administration de procéder à ces désignations.

Monsieur Gilles COUTURE
Je présente ma candidature en tant que membre titulaire au sein de cette instance.

Monsieur Joël BONNET :
En tant que membre titulaire proposé, je peux laisser ma place à Monsieur Gilles COUTURE.

Monsieur Jean-Marc LARRE :
En tant que membre suppléant proposé et pour une raison de proximité, si Monsieur Joël BONNET souhaite être suppléant, je lui cède ma place.

Monsieur Joël BONNET :
J'accepte.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux

Vu le décret n° 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la fonction publique territoriale

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Précise que les membres du collège représentant les collectivités non affiliées ne prennent pas part au vote,

Décide de procéder aux désignations suivantes auprès du conseil médical :

Titulaires :

- Mme Roselyne LACOUTURE
- M. Gilles COUTURE

Suppléants :

- M. Cédric LARRIEU
- M. Joël BONNET
- M. Pierre LASTERRA
- Mme Sylvie LAURON FITON

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-11

Objet : Création et fixation des modalités de dépôt des listes à la commission d'appel d'offres.

Nomenclatures Actes :
1.7.1 - Commission d'appel d'offres

Note de synthèse et délibération :

En application de l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales, il est nécessaire de créer une commission d'appel d'offres (CAO).

Cette commission sera chargée d'attribuer les marchés publics issus de procédures formalisées et de donner son avis sur toutes modifications d'un marché en cours d'exécution entrainant une augmentation du montant global supérieur à 5%.

Ele doit être composée de l'autorité habilitée à signer les marchés publics ou de son représentant, président et de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants désignés au sein du conseil d'administration.

Les membres titulaires et suppléants sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote référentiel en application de l'article D.1411-3 du CGCT. Etant précisé en vertu de l'article D.1411-4 du CGCT que : « les listes peuvent comprendre moins de nom qu'il n'y a de sièges de titulaire et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus »

Dans un premier temps, en application de l'article D.1411-5 du CGCT, il appartient au conseil d'administration de fixer les conditions de dépôts des listes de candidats appelés à siéger au sein de cette commission.

Dans un second temps, le conseil d'administration sera appelé, à procéder à la désignation des membres de la commission d'appel d'offres.

Il est proposé de fixer les conditions de dépôts des listes comme suit :

- Les candidatures prennent la forme d'une liste. Cette liste doit comporter les noms et prénoms des candidats en indiquant leur qualité de titulaire ou de suppléant.

- Chaque liste comprend le nom de candidat en nombre suffisant pour satisfaire le nombre total de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. Le nombre de suppléants est égal à celui des titulaires (articles L.1411-5 II du CGCT).

Si une seule liste est présentée, comme les dispositions de l'article L.2121-21 du CGCT le prévoient, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste le cas échéant et il en est donné lecture par Madame la Présidente. Cette liste doit satisfaire à la même obligation de représentation proportionnelle au plus fort reste, prévue aux article L.1411-5 et D.1411-3 du CGCT.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu les articles L.1411-5, L.1414-2, D.1411-3 à D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant la nécessité de créer une commission d'appel d'offres et de fixer les modalités de dépôts des listes permettant l'élection des 5 membres titulaires et des 5 membres suppléants,

Constitue la commission d'appel d'offres du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes dans les conditions fixées par l'article L.1414-2 du code général des collectivités territoriales, pour la durée du mandat ;

Décide de procéder au dépôt des listes pour l'élection des membres dans les conditions énoncées ci-dessus.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-12

Objet : Election des membres de la commission d'appel d'offres.

Nomenclatures Actes :
1.7.1 - Commission d'appel d'offres

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente rappelle que la Commission d'Appel d'Offres est compétente pour attribuer les marchés publics passés selon une procédure formalisée au regard des seuils européens en vigueur (tels que fixés par les textes applicables et leurs annexes), ainsi que pour rendre un avis sur certains projets d'avenants, lorsqu'ils entraînent une augmentation supérieure à 5 % du montant global du marché.

Pour un établissement public, la CAO est composée par l'autorité habilitée à signer ou son représentant qui préside ladite commission, et par 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste sur la base d'un scrutin de liste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des suppléants en nombre égal à celui des titulaires. Si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par Madame la Présidente de l'assemblée délibérante.

Lorsqu'ils y sont invités par Madame la Présidente de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal. Peuvent également participer, avec voix consultative, un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désigné(s) par Madame la Présidente de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

Par ailleurs, pour les marchés à procédures adaptées, il est proposé de constituer une commission de sélection des offres et de désigner les mêmes membres que pour la commission d'appel d'offres dans celle-ci.

Le conseil d'administration décide de procéder à l'élection des membres de la CAO.

L'élection a lieu au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

L'élection se déroule au scrutin secret sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret (article L.2121-21 du CGCT). Chaque membre de l'assemblée délibérante s'exprime en faveur d'une liste entière sans panachage, ni vote préférentiel (art. D.1411-3 du CGCT).

Madame la présidente propose de voter à mains levées si l'unanimité des membres présents le décide.

Une seule liste a été déposée selon les conditions exposées dans la délibération de l'assemblée relative à la « création et fixation des modalités de dépôt des listes à la commission d'appel d'offres ».

Sont candidats en qualité de membres titulaires de la commission d'appel d'offres :
- Jean Marc LARRE
- Patricia CASSAGNE
- Joël BONNET
- Catherine MILTON
- Pierre LASTERRA

Sont candidats en qualité de membres suppléants de la commission d'appel d'offres :
- Gilles COUTURE
- Roselyne LACOUTURE
- Philippe SAEZ
- Cédric LARRIEU
- Didier PAULIAT

En application de l'article L. 2121-21 du CGCT, les nominations prennent effet immédiatement (dans l'ordre de la liste, le cas échéant) et il en est donné lecture par la Présidente de l'assemblée délibérante.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Après recueil à l'unanimité du vote à mains levées,
A l'unanimité,

Vu les articles L.1411-5, L.1414-2, L.2121-21 et D.1411-3 à D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant qu'il est procédé en séance aux opérations de vote à bulletins secrets ou mains levées si l'unanimité des membres présents le décide ;

Vote et arrête la composition de la CAO comme suit :

Présidence : Madame Jeanne COUTIERE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean Marc LARRE	Gilles COUTURE
Patricia CASSAGNE	Roselyne LACOUTURE
Joël BONNET	Philippe SAEZ
Catherine MILTON	Cédric LARRIEU
Pierre LASTERRA	Didier PAULIAT

Les membres ci-dessus sont proclamés élus.

Approuve que la composition de la commission de sélection des offres soit identique à celle de la commission d'appel d'offres.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-13

Objet : Adoption du règlement intérieur de la Commission d'appel d'offres et de la Commission de sélection des offres.

Nomenclatures Actes :
1.7.1 - Commission d'appel d'offres

Note de synthèse et délibération :

Il appartient au Centre de gestion de la FPT des Landes de déterminer et compléter, dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur, les règles d'organisation et de fonctionnement qui régissent la Commission d'appel d'offres et la Commission de sélection des offres.
En effet, les règles de fonctionnement de la CAO sont fixées par la réglementation, mais s'agissant des règles de fonctionnement de la Commission de sélection des offres, qui concernent exclusivement la passation des marchés à procédures adaptées, ces dernières doivent être déterminées en interne.

Ce règlement intérieur de la CAO et CSO constitue la base des formalités internes au sein du CDG et s'appuie sur la mise en œuvre des principes de concurrence, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.
Il est proposé au conseil d'administration d'adopter le règlement intérieur de la CAO et CSO.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu les articles 1414-2 et suivants et l'article 1411-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L2120-1 à L2125-1 et les articles R.2131-1 à R.2132-2 du code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant qu'il y a lieu d'adopter un nouveau règlement intérieur de la CAO et CSO au vu du renouvellement de l'assemblée,

Prend acte du règlement intérieur annexé à la présente délibération ;

Approuve le règlement intérieur de la CAO/CSO.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-14

Objet : Désignation des délégués à l'Agence landaise pour l'informatique.

Nomenclature Actes :
5.4.6 - AUTRES

Note de synthèse et délibération :

Le Centre de gestion est adhérent de l'Agence landaise pour l'informatique (ALPI) où il est représenté par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Il convient donc de procéder à la désignation de ces délégués, un titulaire et un suppléant, à l'Agence landaise pour l'informatique.
Un appel à candidature est lancé. Madame la Présidente propose sa candidature en tant que membre titulaire et celle de Monsieur Joël BONNET en tant que membre suppléant.

Il est procédé à un vote à mains levées.

Résultat du vote

- Nombre de membres présents : 12
- Nombre de suffrages exprimés : 22
- Pour : 22
- Contre : 0

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Après recueil à l'unanimité du vote à mains levées,
Par 22 voix pour,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide de désigner Madame Jeanne COUTIERE en qualité de déléguée titulaire et Monsieur Joël BONNET en qualité de délégué suppléant à l'Agence landaise pour l'informatique.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-15

Objet : Désignation des délégués titulaires et suppléants au GIP Informatique des CDG.

Nomenclature Actes :
5.3.4 - autres

Note de synthèse et délibération :

La Présidente expose que le GIP Informatique des CDG a été créé en 2017 par la volonté d'un grand nombre de présidents de centres de gestion. Depuis 2023, tous les CDG et la FNCDG sont membres du GIP, consacrant ainsi une dynamique d'unité et de mutualisation à l'échelle nationale.
Conformément à la convention constitutive du Groupement approuvée par arrêté interministériel N° TERB2104983A du 3 mars 2021 publié au JO du 18 mars 2021, le GIP a vocation à « proposer aux CDG et CIG, une assistance informatique stratégique et fonctionnelle pour faire évoluer leur propre système d'information en cohérence avec les systèmes d'information des autres CDG et des partenaires de la fonction publique territoriale »

Le Centre de gestion est adhérent au GIP Informatique des CDG où il est représenté par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Il convient donc de procéder à la désignation de ces délégués, un titulaire et un suppléant, au GIP Informatique des CDG.

Un appel à candidature est lancé. Madame la Présidente propose la candidature de Monsieur Pierre LASTERRA en tant que membre titulaire et sa candidature en tant que membre suppléante.

Il est procédé à un vote à mains levées.

Résultat du vote

- Nombre de membres présents : 12
- Nombre de suffrages exprimés : 22
- Pour : 22
- Contre : 0

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Après recueil à l'unanimité du vote à mains levées,
Par 22 voix pour,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide de désigner Monsieur Jean-Pierre LASTERRA en qualité de délégué(e) titulaire et Madame Jeanne COUTIERE en qualité de délégué suppléant(e) GIP Informatique des CDG.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-16

Objet : Autorisation donnée à la Présidente du Centre de gestion pour représenter l'établissement au sein du syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 10,12 et 14 avenue de la Gare 40100 DAX.

Nomenclature Actes :
5.3.4 - autres

Note de synthèse et délibération :

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes est propriétaire de locaux situés au sein de l'immeuble sis 10,12 et 14 avenue de la Gare 40100 DAX, soumis au statut de la copropriété.

Dans ce cadre, le Centre de gestion est membre du syndicat des copropriétaires et est amené à participer aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires relatives à la gestion, à l'entretien et à l'administration de l'immeuble.

Afin d'assurer la continuité de la représentation de l'établissement et de permettre la gestion courante des intérêts patrimoniaux du Centre de gestion, il convient d'autoriser et habiliter la Présidente ou son représentant à intervenir au nom de l'établissement dans les décisions relevant du syndicat des copropriétaires.

La présente délibération a donc pour objet de donner délégation à la Présidente:

- afin de représenter le Centre de gestion aux assemblées générales ;
- de participer aux débats ;
- de prendre part aux votes relatifs à la gestion courante de la copropriété ;
- de signer tous documents afférents à cette représentation.

Il vous est proposé également que Madame la Présidente puisse être représentée en cas d'absence ou d'empêchement, par Monsieur Jean-Marc LARRE.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Après recueil à l'unanimité du vote à mains levées,
A l'unanimité,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

Vu le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1965 ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale,

Vu le règlement de copropriété de l'immeuble situé à 10,12 et 14 avenue de la Gare 40100 DAX ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant que le Centre de gestion est copropriétaire de locaux situés dans l'immeuble sis 10,12 et 14 avenue de la Gare 40100 DAX;

Considérant qu'il convient d'assurer la représentation permanente du Centre de gestion au sein du syndicat des copropriétaires ;

Considérant qu'il y a lieu de permettre à la Présidente d'intervenir dans les décisions relevant de la gestion courante de la copropriété ;

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant, Monsieur Jean-Marc LARRE à représenter l'établissement au sein du syndicat des copropriétaires de l'immeuble situé à 10,12 et 14 avenue de la Gare 40100 DAX.

Autorise Madame la Présidente ou son représentant, Monsieur Jean-Marc LARRE à participer aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, à signer les feuilles de présence, procès-verbaux et documents afférents ; à prendre part aux débats et aux votes relatifs à la gestion courante de la copropriété et à signer tout document nécessaire à l'exécution des décisions prises par le syndicat des copropriétaires.

Précise que demeurent soumis à une délibération spécifique du Conseil d'administration :

- les acquisitions ou cessions immobilières ;
- les décisions modifiant substantiellement les droits patrimoniaux du Centre de gestion ;
- les travaux exceptionnels entraînant une dépense supérieure à 10 000 euros TTC ;
- toute action contentieuse non conservatoire.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-17

Objet : Désignation d'un délégué élu auprès du Comité National d'Action Sociale (CNAS).

Nomenclature Actes :
5.4.6 - autres

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente rappelle que le Centre de gestion adhère au Comité National d'Action Sociale (CNAS), organisme ayant pour objet de proposer aux agents territoriaux et à leurs ayants-droits une offre de prestations d'action sociale, culturelles, familiales et de loisirs.

Conformément aux statuts du CNAS, chaque structure adhérente doit désigner :

- un délégué représentant les élus,

- ainsi qu'un délégué représentant les agents.

Le délégué élu assure le relais institutionnel entre l'établissement et le CNAS. À ce titre, il participe notamment à la vie statutaire de l'association et peut être amené à représenter le Centre de gestion lors des assemblées ou réunions organisées par le CNAS.

Il est précisé que la désignation du délégué relève de la compétence du Conseil d'administration du Centre de gestion.

Suite au renouvellement du Conseil d'Administration, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau délégué élu pour la durée du mandat.

En application de l'article Article L.2121-21 du CGCT, applicable aux établissements publics locaux, les désignations auxquelles procède l'assemblée délibérante peuvent être effectuées au scrutin secret. Toutefois, le Conseil d'administration peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Madame la Présidente précise que le service Remplacement du Centre de gestion permet, sous certaines conditions, à ses agents contractuels d'accéder aux prestations du CNAS. À ce jour, deux listes distinctes de bénéficiaires coexistent :

- une liste relative au CDG Remplacement – collectivités affiliées (établissement n°111068) ;

- une liste relative au CDG Remplacement – collectivités non affiliées (établissement n°111067).

Les règles de gestion internes ayant évolué, et dans un objectif de simplification administrative, de sécurisation des pratiques et d'harmonisation des droits ouverts aux agents, Madame la Présidente propose de procéder à la fusion de ces deux listes à compter du 1er janvier 2027.

Il est proposé de désigner le délégué au vote à mains levées,

Résultat du vote
- Nombre de membres présents : 12
- Nombre de suffrages exprimés : 22
- Pour : 22
- Contre : 0
- Abstentions : 0

La désignation à mains levées ayant été actée, un appel à candidature est lancé. Madame Jeanne COUTIERE fait acte candidature pour le poste de délégué.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
Après recueil à l'unanimité du vote à mains levées,
A l'unanimité,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses dispositions relatives au fonctionnement des établissements publics locaux ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les dispositions relatives à l'action sociale dans la fonction publique territoriale ;

Vu les statuts du Comité National d'Action Sociale (CNAS) ;

Vu l'adhésion du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes au CNAS ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Désigne Madame Jeanne COUTIERE, Présidente du Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, en qualité de déléguée élue auprès du Comité National d'Action Sociale (CNAS) ;

Approuve la fusion, à compter du 1er janvier 2027, des listes de bénéficiaires du CNAS du service Remplacement (établissements n°111068 et n°111067), afin d'assurer une gestion unifiée et simplifiée des droits sociaux des agents ;

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-18

Objet : Mise en place de référents mutualisés par le CDG40 pour le compte des collectivités affiliées et non affiliées.

Nomenclature Actes :
5.3.4 - autres

Note de synthèse et délibération :

Le Centre de Gestion de la FPT des Landes propose aux collectivités affiliées et non affiliées les services de plusieurs référents (alerte, signalement, laïcité et déontologues élus).

- **Le référent alerte**

La loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique instaure l'obligation pour certaines collectivités et certains établissements publics de mettre en œuvre des procédures appropriées de recueil des signalements émis par les membres de leur personnel ou par des collaborateurs extérieurs et occasionnels ; sont concernés :

- Les régions et départements ainsi que les établissements publics en relevant,
- Les communes de plus de 10 000 habitants,

- Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants,
- Les autres personnes morales de droit publics d'au moins 50 agents.

Afin de permettre aux collectivités et établissements concernés de remplir cette obligation, le Centre de gestion des Landes propose de confier cette mission à un référent alerte mutualisé au niveau départemental.

Ce dernier aura pour missions de :

- Recueillir et vérifier la recevabilité des signalements des lanceurs d'alerte ;
- Examiner en droit et en fait les cas qui lui sont soumis ;
- Rendre un avis à l'agent et l'informer des suites données à son signalement ;
- Rendre un avis à l'autorité territoriale de la collectivité sur les suites à donner sans que cet avis ne s'impose à elle ;
- Saisir si besoin directement les autorités administratives et/ou judiciaires.

Il exercera ses fonctions en toute indépendance que ce soit vis-à-vis des collectivités ou des services du Centre de Gestion. Il veillera notamment à :
- Garantir l'intégrité et la confidentialité des informations recueillies, notamment l'identité de l'auteur du signalement, des personnes visées par celui-ci et de tout tiers qui y est mentionné;
- Interdire l'accès aux informations aux membres du personnel qui ne sont pas autorisés à en connaître ;
- Prévoir la transmission sans délai aux personnes ou services désignés des signalements reçus par d'autres personnes ou services.

Il sera soumis à la discrétion et au respect du secret professionnel.

En raison de ses connaissances et de ses compétences, il est proposé de désigner à nouveau Monsieur Arnaud Lucy en tant que référent alerte.

- **Le référent signalement**

Conformément à l'article L135-6 du code général de la fonction publique, toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place un dispositif ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés.

Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Ce dispositif peut être :
- Soit mis en place en interne au sein de chaque collectivité ;
- Soit mutualisé entre plusieurs administrations, collectivités ou établissements publics ;
- Soit confié aux centres de gestion suivant l'article L.452-43 du CGFP.

Le CDG40 propose de mettre en place ce dispositif à l'appui d'un référent signalement. Ce dernier sera en charge :

- D'examiner le signalement reçu, ainsi que ses éventuelles pièces annexes ;
- De proposer à la victime, dans un cadre garantissant son anonymat, un entretien. Selon les situations et les possibilités, cet entretien pourra avoir lieu dans les locaux du CDG40, dans des locaux

mis à disposition, dans des locaux de l'employeur, par conférence téléphonique ou audiovisuelle. L'objectif de cet entretien est d'informer la victime de ses droits, des procédures et des suites possibles, et de l'orienter vers des professionnel(le)s qui proposent un accompagnement médical, psychologique et juridique. Si nécessaire, un tel entretien pourra également être proposé à l'auteur du signalement (si ce n'est pas la victime), à l'auteur présumé des faits, à un témoin.

- Dans le cas où la victime refuse un tel entretien, de lui transmettre, par tous moyens appropriés, des informations concernant ses droits, les procédures et les suites possibles, ainsi que les coordonnées des professionnel(le)s susceptibles de l'accompagner.
- De produire un rapport anonymisé, à l'éclairage de cet/ces entretien(s) et en fonction de la nature des faits signalés, indiquant les obligations et préconisations destinées à l'employeur de la victime ou du témoin (mesures conservatoires pour faire cesser les faits, enquête administrative interne, mesures pour que la victime ne subisse pas de représailles, etc.). Selon les circonstances, la nature des faits signalés, le positionnement hiérarchique de la victime et de l'auteur présumé des faits, chaque préconisation fera l'objet d'un délai permettant d'apporter des réponses rapides.
- De notifier ce rapport à l'employeur de la victime et/ou à l'employeur du témoin, puis à l'employeur de l'auteur présumé, en ayant auparavant pris son attache afin de déterminer le moyen le plus sûr de garantir la confidentialité des informations contenues, et l'application des préconisations.
- De contrôler les suites données par l'employeur concerné aux préconisations formulées dans le rapport, dans quels délais, et si d'autres suites ont été données (notamment disciplinaires ou judiciaires).

En raison de ses connaissances et de ses compétences, il est proposé de désigner à nouveau Monsieur Arnaud Lucy en tant que référent signalement.

- **Le référent laïcité**

La loi du 24 août 2021 complétée par le décret du 23 décembre 2021 a consacré le principe de laïcité. Ce dernier repose sur trois piliers, à savoir :

- la liberté de conscience et celle de manifester ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public,
- la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses,
- l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

Ce principe s'applique dans l'ensemble des administrations publiques et s'impose à l'ensemble des agents publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Le référent laïcité, désigné par le CDG40, veillera au respect de ce principe et aura, pour ce faire, les missions suivantes :

- Conseil aux chefs de service et aux agents publics pour la mise en œuvre du principe de laïcité, notamment par l'analyse et la réponse aux sollicitations de ces derniers portant sur des situations individuelles ou sur des questions d'ordre général ;
- Sensibilisation des agents publics au principe de laïcité et la diffusion, au sein de l'administration concernée, de l'information au sujet de ce principe ;
- Conseil en cas de difficulté dans l'application du principe de laïcité entre un agent et des usagers du service public ;
- Rédaction d'un rapport annuel d'activité qui dresse un état des lieux de l'application du principe de laïcité et, le cas échéant, des manquements constatés par ce dernier dans les services auprès desquels il est placé et qui rend compte de l'ensemble des actions menées durant l'année écoulée.

Au vu de ses compétences, il est proposé de désigner Monsieur Bernard PIERRE comme référent laïcité.

- **Référent déontologue élus**

L'article L1111-14 du CGCT permet à tout élu local de pouvoir « consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques » consacrés dans la **Charte de l'élu local.**

Dans cette optique, il convient, pour les élus, d'identifier des personnes susceptibles d'exercer cette fonction, sachant que les missions de référent déontologue doivent être exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

C'est pourquoi, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes, dans le cadre d'une adhésion facultative, a créé un service de référents déontologues pour les élus locaux du département des Landes fonctionnant en instance collégiale.

Ce collège pourra être saisi uniquement par les élus exerçant un mandat au sein d'une collectivité ou établissement ayant adhéré au service par voie de convention. Ce service est ainsi ouvert aux collectivités affiliées ou non.

Il est proposé que le collège des référents déontologues pour les élus soit à nouveau composé d'un magistrat honoraire – ex président de juridiction administrative d'appel –, M. Pierre LARROUMEC, et d'un professeur d'université en finances publiques, M. Alain PARIENTE.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 et notamment son article 3 portant création du référent laïcité;

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte et fixant la liste des autorités externes instituées par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte ;

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu l'arrêté 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu la circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 26 juin 2024 relative à la procédure de signalement des alertes émises par les agents publics et aux garanties et protections qui leur sont accordées dans la fonction publique dans le cadre des articles 6 à 15 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique modifiée par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte ;

Vu l'arrêté du Président du Centre de Gestion des Landes en date du 4 octobre 2021 définissant le dispositif de signalement mis en œuvre pour les collectivités délégantes ;

Vu la délibération n°20220328-23 du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Landes en date du 28 mars 2022 portant création d'un service référent laïcité ;

Vu la délibération n°20210630-04 du conseil d'administration du centre de gestion des Landes en date du 30 juin 2021 relative à la mise en place d'un conventionnement avec les collectivités affiliées ou non affiliées sur le dispositif de signalement visé à l'article L. 135-6 du code général de la fonction publique ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion des Landes en date du 22 Mai 2023 relatif à la création du service facultatif de référent déontologue élu local ouvert aux collectivités affiliées ou non affiliées ;

Vu la délibération n°20210226-08 du conseil d'administration du Centre de Gestion des Landes en date du 26 février 2021 relatif à la mise en place d'un référent alerte mutualisé pour le compte des collectivités affiliées et non affiliées ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant que ces dispositifs font tous l'objet de conventions ; que ces conventions ont été prévues initialement pour la durée du mandat 2020-2026,

Considérant la nécessité de reconduire ces dispositifs et de proposer à cet effet de nouvelles conventions dont la durée sera égale à celle du mandat 2026-2032,

Après lecture des conventions cadre par Madame la Présidente,

Décide de désigner **:**

- Monsieur Arnaud LUCY en tant que référent alerte.
- Monsieur Arnaud LUCY en tant que référent signalement.
- Monsieur Bernard PIERRE en tant que référent laïcité.
- Messieurs Pierre LARROUMEC et Alain PARIENTE en tant que référent déontologue pour les élus.

Décide de maintenir pendant le mandat 2026-2032 la gratuité du service facultatif de référent déontologue des élus,

Approuve les projets de conventions cadres relatives à chaque service de référents que vous trouverez en pièces jointes,

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer toutes les conventions, actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Monsieur Gilles COUTURE :
Ces services sont gratuits ?

Monsieur Yvan SAVARY :
Oui ils sont gratuits. Les référents sont reconduits sauf pour Monsieur Bernard PIERRE qui sera remplacé par Monsieur LARROUMEC après la journée Laïcité en date du 9 décembre prochain.

Monsieur Christian LAJUS :
Les collectivités y adhérent librement ?

Monsieur Yvan SAVARY :
Oui, les collectivités ont la liberté d'y adhérer à tout moment.

Monsieur Gilles COUTURE :
Le service référent Alerte concerne uniquement les plus grandes collectivités ?

Madame Frédérique POUJAURANT (Directrice service Juridique) :
Les collectivités dont la strate est supérieure à 10 000 habitants ont dans l'obligation de conventionner. Pour celle en deçà de 10 000 habitants, le choix reste libre.

DCA-20260706-19

Objet : Avis du conseil d'administration sur les membres élus représentants les collectivités comptant moins de 50 agents au comité social territorial et à la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et des conditions de travail.

Nomenclature Actes :
5.3.4 - autres

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente rappelle que chaque centre de gestion doit disposer d'un comité social territorial (CST) compétent à l'égard des agents des collectivités et établissements de moins de 50 agents qui sont affiliés au CDG40 et à l'égard des agents du Centre de gestion et qu'une formation spéciali-

sée en matière de santé, sécurité et des conditions de travail (F3SCT) a été instituée au sein du comité social territorial.

Les comités sociaux territoriaux sont consultés, notamment, sur toutes les questions relatives aux conditions générales d'organisation de ces collectivités et les formations spécialisées en matière de santé, sécurité et des conditions de travail sont consultées sur celles liées à la santé et sécurité au travail.

La composition du CST et de la F3SCT est fixée par le conseil d'administration, après consultation des organisations syndicales, cette délibération étant un préalable nécessaire à l'organisation des élections des représentants du personnel de décembre 2026.

Par délibération du 7 avril 2026 prise après consultation des organisations syndicales, le 5 mars 2026, la composition du CST et de la F3SCT a été fixée à

- 10 représentants titulaires ;
- et 10 représentants suppléants.

Conformément à la réglementation, les représentants des collectivités et établissements publics seront désignés par arrêté de la Présidente du Centre de gestion parmi les représentants du conseil d'administration issus de collectivités relevant du CST placé auprès du Centre de gestion (collectivités comptant moins de 50 agents ou de collectivités non intégrées dans un CST commun).

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 251-5 et suivant,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 251-5 et suivant ainsi que ses articles R.252-30 et suivant,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-**53** du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 5 mars 2026 soit 6 mois au moins avant la date du scrutin,

Considérant la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion du 7 avril 2026 sur la composition du CST et de la F3SCT.

Approuve les désignations que Madame Jeanne Coutière se propose d'effectuer au sein du comité social territorial et de sa formation spécialisée en matière de santé, sécurité et des conditions de travail placés auprès du Centre de gestion :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Jean-Marc LARRE Maire de BIAUDOS	Monsieur Jean-Marie ABADIE Maire de BENESSE LES DAX
Monsieur Jean-Pierre BRETHOUS Maire de SAINT MAURICE SUR ADOUR	Monsieur Jean-Guy BACHÉ Maire de BOUGUE
Madame Patricia CASSAGNE Maire de LUË	Madame Marie-Claude BARADAT-RISTOR Maire de SEYRESSE
Monsieur Gilles COUTURE Maire de GEAUNE	Monsieur Bernard COMET Maire de SAINTE EULALIE EN BORN
Monsieur Marc DE VALICOURT Maire de LAGLORIEUSE	Madame Sylvie DE ARTECHE Maire de SAUBION
Madame Roselyne LACOUTURE Conseillère Municipale de BAS MAUCO	Madame Christine FOURNADET Adjointe au Maire de CASTELNAU CHALOSSE
Monsieur Pierre LASTERRA Maire de ESCOURCE	Madame Fabienne LABY-FAUTHOUX Maire de POYANNE
Madame Catherine MILTON Maire de VILLENEUVE DE MARSAN	Monsieur Jean-Jacques LEBLOND Maire de UZA
Monsieur Philippe SAËS Maire de SAINT MARTIN D'ONEY	Madame Marylène RENAUD Maire de BELIS
Monsieur Serge SORE Maire de LUXEY	Madame Bernadette YOUNG Maire de SAINT AVIT

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20250706_20

Objet : Adoption et mise à jour du règlement budgétaire et financier du Centre de gestion.

Nomenclature Actes :
7.1.2 - document budgétaire.

Note de synthèse et délibération :

Le Conseil d'Administration du CDG a adopté par délibération du 27 novembre 2023 l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au CDG40 à compter du 1er janvier 2024 ainsi que le règlement budgétaire et financier y afférent.
Ce règlement, dont une version mise à jour au 6 juillet 2026 est annexée à la présente délibération, ne se substitue pas aux dispositions réglementaires et normatives applicables dans le domaine mais apporte un éclairage sur les modalités de gestion budgétaire et comptable au CDG40 par l'exécutif sous le contrôle de l'assemblée délibérante qu'est le Conseil d'Administration.

L'adoption du règlement budgétaire et financier est soumise à délibération.

Pour rappel, le référentiel M57 offre une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires dans un cadre défini par l'assemblée délibérante et notamment :

- en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

- en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ; ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision ;

- en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : faculté de vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections ;

- en matière d'amortissements : la règle du prorata temporis s'applique, autrement dit, un bien s'amortit dès la date de sa mise en service.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération DCA-20231127-12 en date du 27 novembre 2023 relative à l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 et du règlement budgétaire et financier y afférent

Vu le projet de règlement budgétaire et financier annexé à la présente délibération ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant que le règlement budgétaire et financier constitue le référentiel interne de gestion budgétaire et comptable du Centre de gestion ;

Considérant qu'il convient, à l'occasion du renouvellement général du conseil d'administration, d'actualiser et d'approuver le règlement budgétaire et financier applicable à l'établissement ;

Approuve le règlement budgétaire et financier M57 ci-annexé,

Décide de l'entrée en vigueur du présent règlement au 6 juillet 2026

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-21

Objet : Mise à jour du tableau des effectifs : Suppression de postes emploi permanent.

Nomenclature Actes :
4.1.7 - Tableau des effectifs

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente expose au conseil d'administration qu'en raison des différents mouvements de personnel intervenus au sein de l'établissement, il convient de procéder à une mise à jour du tableau des effectifs, en procédant à la suppression de plusieurs emplois permanents à temps complet et non complet.
Conformément à la réglementation, le Comité social territorial placé auprès du CDG 40 a été saisi pour avis préalable, sur les suppressions de postes.

Il est proposé au conseil d'administration de supprimer les postes tel que prévu dans le tableau ci-dessous.

Grade	Quotité	A supprimer
Attaché principal titulaire	35 heures	1
Rédacteur principal de 2ème classe titulaire	35 heures	2
Rédacteur principal de 2ème classe titulaire (ouvert à la voie contractuelle)	35 heures	1
Rédacteur titulaire	35 heures	1

Rédacteur titulaire (ouvert à la voie contractuelle)	20 heures	1
Adjoint administratif principal de 2ème classe titulaire	35 heures	1
Agent de maîtrise titulaire	35 heures	1
Adjoint technique titulaire	35 heures	1
Médecin 2ème classe titulaire	35 heures	1
TOTAL		9 POSTES à TC
		1 POSTE à TNC

Les suppressions de ces 10 postes prendront effet à compter du 1er août 2026.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Vu l'avis du CST en date du 04 mai 2026,

Décide de supprimer, à compter du 1er août 2026, les 10 postes permanents à temps complet ou non complet, tel que listés ci-dessus.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-22

Objet : Création d'un emploi temporaire à temps complet pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité à compter du 15 juillet 2026.

Nomenclature Actes :
4.2.2.3 - Catégorie B et C

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente expose à l'assemblée délibérante qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi non permanent à temps complet d'adjoint administratif, catégorie hiérarchique C en raison d'un accroissement saisonnier d'activité dans le service veille juridique à compter du 15 juillet 2026 pour une période d'1 mois. L'agent recruté sera chargé d'assurer le classement de la documentation au sein du service veille juridique et documentation.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L.332-23 2°,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Décide de créer un emploi non permanent à temps complet à raison de 35 h/semaine d'adjoint administratif, catégorie hiérarchique C pour la période du 15 juillet 2026 au 15 aout 2026 pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans le service veille juridique et documentation.

Indique que L'agent recruté sera chargé de d'assurer le classement de la documentation au sein du service veille juridique et documentation.

Précise que l'agent sera recruté sur un échelon prévu par la grille indiciaire afférente au grade adjoint administratif dans la limite du dernier échelon de la grille indiciaire. A ce traitement s'ajoutera le régime indemnitaire tel que prévu par la délibération idoine.

Précise que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-23 2° du code général de la fonction publique.

Précise que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-23

Objet : Prestations de services de formations en santé et sécurité au travail des agents territoriaux pour le compte des collectivités landaises adhérentes au groupement de commandes. Accord cadre à bons de commande pour les lots 2 et 6.

Nomenclatures Actes :
1.1.9 - groupement de commandes

Note de synthèse et délibération :

Afin de répondre aux besoins des collectivités territoriales et des établissements publics pour la formation des agents, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes a proposé aux personnes publiques du département des Landes de mutualiser l'achat de ces prestations. C'est ainsi qu'en 2014, plusieurs collectivités landaises, dont le CDG40, ont décidé d'adhérer, pour une durée illimitée, à une convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'achat en commun de formations santé et sécurité au travail. Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes a alors été désigné coordonnateur du groupement de commandes. Des marchés publics ont été passés successivement et notamment en 2024 pour les 185 adhérents ayant signé la convention du CDG40.

Considérant qu'il est obligatoire de fixer un maximum pour un accord-cadre et qu'une fois cette limite atteinte, cet accord-cadre aura épuisé ses effets,

Considérant que l'échéance de l'accord-cadre actuel a été fixée au mois de juillet 2028 mais considérant que le montant maximum HT est déjà atteint pour le lot 2 : conduite de véhicules et sécurité routière – secteur Ouest et pour le lot 6 : Conduite en sécurité – CACES – Travail en hauteur - AIPR – secteur Ouest,

Le marché ne pourra pas se poursuivre jusqu'à la date limite préalablement pressentie. Au vu du succès de ce groupement de commandes et des besoins sans cesse renouvelés qui sont transmis au CDG40 par les membres adhérents, il est proposé au conseil de délibérer pour la passation d'une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1, R 2321-1 et R.2162-2 et suivants du Code de la commande publique et à l'avis du 31/03/2019 relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, cette mise en concurrence prendra la forme d'un accord cadre à bons de commandes passé en procédure adaptée dont le montant prévisionnel est inférieur à 750 000 euros HT.

Il y a lieu de lancer une nouvelle procédure pour le lot 2 : conduite de véhicules et sécurité routière – secteur Ouest et pour le lot 6 : Conduite en sécurité – CACES – Travail en hauteur - AIPR – secteur Ouest. Le montant estimé est de 50 000€ HT pour le lot 2 et de 200 000€ HT pour le lot 6 pour la période allant de novembre 2026 à juillet 2028.

Madame la Présidente propose au conseil d'administration de l'autoriser à conduire la procédure de dévolution de l'accord cadre et à signer les marchés avec les entreprises qui seront retenues selon l'avis de la commission de sélection des offres du Centre de gestion.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu les articles L.2123-1, L.2123-1 et R.2123-1, R 2321-1, R2162-4 et R 2362-2 et suivants du Code de la Commande Publique,

Vu l'avis du 31 mars 2019 relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques,

Vu les délibérations en date du 1er octobre et du 15 décembre 2014, approuvant les termes de la convention de groupement de commandes constitués relatif à l'acquisition de prestations de formations santé et sécurité au travail pour les collectivités territoriales et les établissements publics du département des Landes,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant qu'un groupement de commandes a été constitué en 2014 pour une durée illimitée,

Considérant que les prestations de formations en santé et sécurité au travail des agents territoriaux doivent faire l'objet, pour les lots 2 et 6, d'une procédure de marché public pour la période allant de novembre 2026 à 2028,

Autorise Madame la Présidente à conduire la procédure de dévolution de l'accord cadre selon la procédure adaptée,

S'engage à assurer son rôle de coordonnateur défini à l'article 5 de la convention constitutive de groupement de commandes,

Accepte que le Centre de gestion de la FPT des Landes exécute avec la ou les entreprise(s) retenue(s), l'accord cadre pour les besoins qui lui sont propres,

Prend acte que la commission de sélection des offres du Centre de gestion de la FPT des Landes donnera un avis sur le choix des entreprises à retenir,

Autorise Madame la Présidente à notifier les rejets aux entreprises non retenues, à signer les marchés avec les entreprises retenues et à prendre tous les actes découlant de ce marché y compris en matière précontentieuse et contentieuse,

Autorise Madame la Présidente à régler les sommes dues au titre de l'accord-cadre et à les inscrire préalablement au budget.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706-24

Objet : Renouvellement de la convention d'adhésion au service de médiation du Centre de Gestion des Landes (CDG40) et modification du tarif horaire.

Nomenclature Actes :
7.1.3 - décisions en matière de tarif

Note de synthèse et délibération :

Madame la Présidente rappelle que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes (CDG40) propose aux collectivités et établissements publics locaux de son ressort des missions de médiation, conformément aux dispositions de l'article 25-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, introduit par la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.
Ces missions comprennent :

- la médiation préalable obligatoire (MPO), qui constitue un préalable obligatoire à tout recours contentieux pour les décisions administratives individuelles défavorables entrant dans le champ défini par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 ;
- la médiation à l'initiative du juge, pouvant intervenir à tout moment d'une action juridictionnelle sur décision du président de la formation de jugement, après accord des parties ;
- la médiation à l'initiative des parties, permettant aux parties en conflit, y compris l'employeur territorial, d'engager une médiation en dehors de toute procédure juridictionnelle.

Ces dispositifs visent à favoriser une résolution plus rapide, plus souple et moins coûteuse des litiges entre les agents publics territoriaux et leur employeur, tout en contribuant à désengorger les juridictions administratives.

Les conventions d'adhésion au service de médiation du CDG40 ont été conclues conformément aux délibérations du Conseil d'administration du CDG40 et transmission de l'information a été faite aux juridictions administratives compétentes.

La convention en vigueur arrivant à son terme, il convient de procéder à son renouvellement.
La nouvelle convention d'adhésion sera conclue pour une durée de trois ans, tacitement reconductible par périodes de trois ans, conformément aux modalités suivantes :

- Pour la médiation préalable obligatoire : la convention prendra effet pour les décisions prises par la collectivité ou l'établissement à compter du premier jour du mois suivant sa conclusion.
- Pour la médiation à l'initiative du juge et à l'initiative des parties : la convention prendra effet dès sa signature par les deux parties.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise à jour des conditions tarifaires de la mission de médiation, il est proposé de modifier le tarif horaire de médiation, qui passerait de 50 € à 60 € de l'heure, applicable à toutes les collectivités et établissements publics affiliés ou non affiliés au CDG40. Ce tarif horaire sera applicable au temps passé par le médiateur à l'étude du dossier, à la réalisation des entretiens individuels préalables et des séances de médiations.

Cette modification permettra de mieux couvrir l'évolution des charges liées à l'exercice de la mission de médiation.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le code de justice administrative, et notamment ses articles L. 213-1 et suivants et R. 213-1 et suivants ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 25-2 ;

Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire ;
Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion ;

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du CDG40 du 28 mars 2022 ayant instauré la convention d'adhésion au service de médiation ;

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Considérant que la convention d'adhésion au service de médiation du CDG40 arrive à son terme et qu'il convient de procéder à son renouvellement dans les conditions définies ci-après ;

Considérant que l'évolution des charges liées à l'exercice de la mission de médiation justifie une actualisation du tarif horaire applicable ;

Considérant que cette modification tarifaire vise à assurer la pérennité et la qualité du service de médiation offert aux collectivités et établissements publics du ressort du CDG40 ;

Approuve la nouvelle convention cadre d'adhésion au service de médiation du Centre de Gestion des Landes (CDG40) selon le modèle type en vigueur, comprenant les trois dispositifs de médiation suivants : médiation préalable obligatoire, médiation à l'initiative du juge et médiation à l'initiative des parties ;

Décide que la nouvelle convention cadre est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa conclusion, tacitement reconductible par périodes de trois ans, dans les conditions suivantes :

- pour la médiation préalable obligatoire, la convention prendra effet pour les décisions prises par les collectivités et établissements signataires à compter du premier jour du mois suivant sa conclusion ;
- pour la médiation à l'initiative du juge et la médiation à l'initiative des parties, la convention prendra effet dès sa signature par les deux parties ;

Décide de modifier le tarif horaire de médiation, qui est porté de **50 € à 60 € de l'heure,** pour le temps passé par le médiateur à l'étude du dossier, à la réalisation des entretiens individuels préalables et des séances de médiations, applicable à toutes les collectivités et établissements publics affiliés ou non affiliés au CDG40, à compter de l'entrée en vigueur de la convention renouvelée ;

Précise que toute modification tarifaire ultérieure sera portée à la connaissance des collectivités concernées, lesquelles disposeront d'un délai de trois mois pour résilier la convention sans préjudice des médiations en cours ;

Précise que les crédits correspondants sont inscrits et prévus au budget 2026 et suivants ;

Autorise Madame la Présidente du Centre de Gestion des Landes ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de la présente délibération, et notamment la nouvelle convention d'adhésion avec les collectivités et établissements publics souhaitant adhérer aux dispositifs de médiation du CDG40.

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

DCA-20260706_25

Objet : Vœu sur les moyens syndicaux.

Nature de l'acte :
9.4 - Vœux et motions.

Note de synthèse et délibération

Madame la Présidente fait part aux membres de l'assemblée que le CSFPT a adopté à l'unanimité en séance plénière en date du 27 mai 2026, un vœu pour demander, dans les meilleurs délais, le rétablissement dans le corpus législatif, du principe selon lequel les dispositions réglementaires relatives à l'exercice du droit syndical ne font pas obstacle à la conclusion d'accords plus favorables entre les employeurs territoriaux et les organisations syndicales.
Celui-ci était initialement prévu à l'article 2 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985 et a été supprimé à l'occasion de la codification de la partie réglementaire du code général de la fonction publique le 1er février 2025. Cette suppression est très préjudiciable puisqu'elle a pour effet de fragiliser juridiquement les accords existants et de faire obstacle à la conclusion ou à la révision de nouveaux accords.

A cet effet, les membres du Conseil d'Administration soutiennent toute initiative légistique qui rendra possible cette légitime intégration par l'intermédiaire d'un projet ou d'une proposition de loi, en particulier dans le cadre du projet de loi portant simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en cours d'examen au Sénat.

Le vœu est joint à la présente délibération.

Après exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration,
A l'unanimité,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la délibération n° 20260706_01 du conseil d'administration en date du 6 juillet 2026 portant élection de la Présidente du Centre de gestion,

Soutient les membres du CSFPT dans leur démarche et demande le rétablissement de la faculté de négocier des accords collectifs plus favorables et son intégration dans le droit en vigueur dans les meilleurs délais.

Autorise Madame la Présidente du Centre de gestion ou son représentant à signer tous les actes et pièces relatifs à l'exécution de cette délibération et à transmettre le présent voeu au Président du CSFPT,

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.
Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Madame la Présidente :
Aucune question diverse, remarque ou observation ?
Très bien, la séance est levée.

Fin de séance à 16 h 30

Fait à Mont de Marsan, le 6 juillet 2026.

Jeanne Coutière
Présidente du Centre de Gestion
De la Fonction Publique Territoriale des Landes